



Le respect de la démocratie : une urgence sociale !

Emmanuel Macron et le Medef cherchent leur salut en manœuvrant contre le verdict des urnes. Par une « lettre » aux français publiée le 10 juillet 2024, le président de la République confirme sa déconnexion de la réalité du pays, son mépris de la démocratie et des exigences sociales exprimées par le vote citoyen.

Incapable de prendre acte du rejet de sa politique, il tente de reprendre la main par des combines pour continuer d'imposer son agenda néolibéral en faveur des plus riches et des grandes entreprises.

Il ose se féliciter de la défaite de l'extrême droite et de ses alliés, alors que ce sont sa politique et sa pratique autoritaire du pouvoir qui lui ont permis de se retrouver aux portes du pouvoir.

Le résultat des dernières élections législatives porte pourtant deux exigences populaires : l'extrême-droite ne doit pas, et le camp présidentiel ne doit plus gouverner.

Les électeurs ont exprimé une attente extrêmement forte autour des questions sociales urgentes :

- L'indexation des salaires sur les prix
- L'augmentation du SMIC à 1600 € net, l'augmentation du point d'indice dans la fonction publique, la revalorisation des pensions et des minimas sociaux
- L'abrogation de la réforme des retraites et de l'assurance chômage
- L'abrogation de la « réforme du choc des savoirs », l'abrogation de ParcoursSup, la création d'une allocation d'autonomie pour les étudiants.
- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes
- Le financement et développement des services publics
- La défense de la protection sociale collective et du paritarisme
- La défense de la liberté syndicale, du droit de grève, la liberté de s'organiser et de négocier
- L'arrêt des poursuites contre les militants syndicaux
- L'urgence environnementale
- Un accueil digne pour les personnes migrantes et l'abrogation des lois stigmatisant les immigrés.

Ces revendications sont majoritaires dans la société et doivent être satisfaites dès maintenant.

La règle élémentaire de toute démocratie, c'est de reconnaître les résultats des urnes et, à tout le moins, en tenir compte, a fortiori quand 67 % des électeurs se sont exprimés. Muré dans un déni de démocratie, Macron affirme que « personne n'a gagné » et veut poursuivre sa politique de désagrégation sociale, comme si rien ne s'était passé.

Le Président de la République n'a plus le choix : il a été désavoué par un scrutin qu'il a lui-même provoqué et il doit en tirer les conséquences.

Les organisations signataires de cet appel s'engagent à participer à toutes les mobilisations pour faire aboutir les revendications, à commencer par l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minimas sociaux, l'abrogation de la réforme des retraites et celles de l'assurance chômage.

Le 18 juillet va marquer la rentrée de l'Assemblée nationale nouvellement élue.

Rassemblons-nous massivement ce jour-là à proximité du Palais Bourbon pour porter nos exigences sociales et démocratiques.

RASSEMBLEMENT LE 18 JUILLET 2024
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE DÈS 12H

POUR LE PROGRÈS SOCIAL ET LA DÉMOCRATIE !
POUR LA SATISFACTION IMMÉDIATE DES REVENDICATIONS !

Paris, le 16 juillet 2024